

Grands équilibres économiques et restructurations industrielles

S'il est un domaine où le « poids de la longue durée » devrait inspirer la modestie aux théories et aux décideurs, c'est bien le rapport entre ce que l'on appelle les « grands équilibres économiques », d'une part (celui du budget de l'Etat, celui du commerce extérieur, auxquels on rajoute volontiers la stabilité des prix, en oubliant trop souvent le plus important de tous : celui des offres et des demandes d'emplois), et, d'autre part, les structures socio-économiques d'un pays : répartition entre les principales branches d'activité, structure des qualifications, poids respectif des différentes classes sociales, etc. Car, si les évolutions structurelles se mesurent en décennies, les résultats conjoncturels sur le front des grands équilibres sont attendus, eux, de mois en mois.

De longue date, la structure socio-économique française se traduit par une tendance au déficit du commerce extérieur, avec une inflation plus rapide. Depuis le début des années soixante-dix s'y ajoute la croissance du chômage. Et, cruel dilemme, le rétablissement de certains équilibres (comme celui de l'emploi) aggrave le déséquilibre ailleurs (comme sur le front du commerce extérieur). Quel équilibre privilégier alors ? Et comment modifier plus rapidement la structure pour rétablir tous les équilibres ? Questions difficiles sur lesquelles sont venues buter le réformisme volontariste et les grandes espérances de 1981.

Le « fordisme à la française »

En 1945, la France compte 45 % d'agriculteurs dans sa population active. Son industrie se résume à un

lâche archipel de pôles traditionnels (sidérurgie, chimie et mécanique lourde, chantiers navals) et à un semis de petites industries de consommation. Trente ans plus tard, l'industrie et le tertiaire moderne auront absorbé l'essentiel du monde rural, et la France sera le troisième exportateur mondial. Mutation réussie... au prix de quelques facilités qui se révéleront un terrible handicap lorsque s'ouvrira la crise.

Après les années de reconstruction, la France adopte le modèle dominant venu d'Amérique : le *fordisme*. Il signifie dans le processus de production la généralisation du travail parcellisé ; de lourds dispositifs mécaniques dicent à des ouvriers spécialisés, peu qualifiés, leurs gestes opératoires. Cette méthode engendre, au prix d'un investissement par tête croissant, de considérables gains de productivité. Il implique, parallèlement, une extension du pouvoir d'achat des salariés en biens d'équipement domestique. Ajouté à la demande de biens d'équipement professionnel, ce pouvoir d'achat offre, à un rythme sans précédent, les débouchés correspondant aux gains de productivité (uniquement en vingt ans de part et d'autre).

C'est donc d'abord le développement du marché intérieur qui tire cette croissance auto-entretenu. Jusqu'en 1968, la France se reconstruit autour d'elle-même, de plus en plus autosuffisante. Puis la tendance s'inverse. La France importe de plus en plus, tandis qu'elle cherche à l'extérieur les débouchés de sa croissance. Inflexion sans gravité immédiate, puisque le monde entier est emporté par la croissance.

Ce modèle doit toutefois être nuancé. D'abord l'industrie n'est pas tout. Les branches les plus fordistes, les industries d'équipement, n'occu-

marché intérieur » qu'appelaient ses experts. Or il n'y a aucune commune mesure entre les échéances de la conjoncture et le rythme des réformes structurelles, la valse des ministres de l'Industrie (en trois ans : MM. Joxe, Dreyfus, Chevènement, Fabius, Mme Cresson) n'arrangeant rien.

La politique macro-économique est entrée aussitôt en collision avec une structure dégradée et une conjoncture désastreuse. En 1981, commence en effet la grande recession mondiale entraînée par la politique monétariste américaine. D'emblée, la hausse des taux d'intérêt accélère la crise de la construction (quasi réduite au secteur locatif aidé) et ronge à nouveau les marges d'autofinancement des entreprises. Certes, la forte hausse des bas revenus (salaire minimal, retraites, allocations) permet, en 18 mois, une croissance de 10 % de la consommation de produits industriels par les ménages. Mais la production industrielle se limite à suspendre sa chute (résultat en soi remarquable dans le contexte international). Car la recession dans le reste du monde, s'ajoutant à la surévaluation du franc (de l'ordre de 20 % par rapport à la parité-mark de 1978), brise l'exportation, tandis que les importations s'envolent. Malgré deux dévaluations qui ne compensent pas la différence (structurelle, on l'a vu) entre les taux d'inflation de la France et ceux des autres pays industriels, le déficit commercial atteint en 1982 le chiffre affolant de 100 milliards de francs. Ce niveau est trop coûteux au vu du résultat obtenu en matière d'emploi : une stabilisation autour de 2 millions de chômeurs (fortement aidée par l'avancement de l'âge de la retraite, une légère réduction de la durée du travail et l'allongement de la scolarité).

Dans ce contexte s'ouvre au printemps 1983 le débat sur le « nécessaire retour aux grands équilibres ». En fait, il s'agit essentiellement de l'équilibre des paiements externes. Le déséquilibre du budget de l'Etat est encore considéré comme accep-

neaux » (exporter ce qu'on sait faire et importer le reste) consolide la mauvaise spécialisation industrielle. La France s'expose dangereusement à la concurrence sur les productions banales auxquelles accèdent les nouveaux pays industriels.

En 1978, le gouvernement Barre change son fusil d'épaule. Il opte pour un franc fort et la compression de la demande intérieure. Or les autres pays s'orientent aussi, les uns après les autres, vers des politiques d'austérité. Les résultats sont désastreux pour l'emploi et la compétitivité. La pénétration des produits industriels importés monte en flèche (elle est passée de 20 % en 1971 à 30 % en 1978 et atteint 35,7 % en 1981). Le déficit en biens d'équipement professionnels (vis-à-vis du monde industrialisé) augmente autant que le déficit pétrolier lors du « choc » de 1979-1980. La machine-outil française agonise.

Certes, la politique des administrations restées dirigistes permet la poursuite du développement des branches liées à la demande publique : électronucléaire, armements, télécommunications, trains et métros. Mais ces « pôles de compétitivité » n'ont guère un effet d'équilibre sur le reste de l'industrie.

L'échec de la gauche

En mai 1981, la gauche disposait du diagnostic assez juste établi par ses experts, de son programme, et se trouvait redevable des aspirations de sa base, particulièrement organisée dans les bastions de l'industrie lourde. Elle fit comme si l'application immédiate de sa politique économique (une relance « keynésienne » par la demande populaire) permettrait de satisfaire la double aspiration de sa base (l'emploi et le pouvoir d'achat), tandis que la nationalisation des principaux groupes industriels assurerait la possibilité de modernisation et de « reconquête du

49 %). Et là, pour 100 ouvriers, 48 non-ouvriers (contre 43), payés 1,64 fois plus que les ouvriers (contre 1,4 fois en RFA). Ajoutons que le compromis avec ces mêmes classes moyennes aboutit à faire peser principalement le poids de l'Etat-Providence sur les ouvriers, et à travers eux sur l'industrie. Structure sociale qui engendre une dynamique des revenus très inflationniste et défavorable à l'investissement.

Le choc de la crise

Le choc pétrolier de 1973 ne fait que révéler les faiblesses latentes du modèle. Dans tous les pays industrialisés, le fordisme s'essouffie depuis la fin des années soixante. Les investissements par tête sont de plus en plus coûteux et engendrent de moins en moins de gains de productivité. La progression du pouvoir d'achat pèse alors sur les profits qui devraient financer l'investissement, et le nombre d'emplois créés par investissement diminue. Le chômage monte, le financement de la protection sociale est de plus en plus lourd. Inversement, une baisse des revenus comprimerait la dynamique de la demande intérieure : l'investissement et l'emploi s'effondreraient, faute de débouchés. Chaque pays cherche à sortir de ce dilemme en trouvant des débouchés à l'extérieur.

Jusqu'en 1978, la tendance générale des couches dirigeantes françaises consiste à faire confiance à la « reprise » du modèle. A l'exception du bâtiment qui entame un déclin rapide et qui perdra en dix ans la moitié de sa capacité, on ne compte pas trop la demande intérieure. On se lance dans une guerre commerciale avec l'extérieur. Dans la première moitié des années soixante-dix, l'arme principale est le maintien d'un franc faible. Efficace à court terme, cette politique n'est cependant pas relayée par une vigoureuse politique industrielle. Au contraire, la « politique des cré-

ent, en 1972, que 13,7 % de la main-d'œuvre (contre 9,4 % en 1952), tandis que dans le même temps, le bâtiment passe de 7,4 % à 11,8 %, les services et commerces de 20 à 31 %. La « société de consommation » a aussi besoin d'une infrastructure matérielle (la France s'urbanise) et de ces circuits commerciaux et financiers qui se modernisent. Leurs gains de productivité sont cependant beaucoup plus faibles, et la charge de leur croissance repose inévitablement sur l'industrie.

Ensuite, le « fordisme à la française » présente en lui-même des traits négatifs. Profitant de la division du travail caractéristique de ce modèle industriel (conception/fabrication de machines/assemblage déqualifié), le patronat a utilisé abusivement le réservoir de main-d'œuvre rurale hérité du passé (les femmes paysannes de l'Ouest, les immigrés de l'ancien empire, etc.). On retrouve le même genre d'abus dans les relations des grandes firmes avec leurs fournisseurs et sous-traitants : contrats de pure subordination facilement révocables, prix calculés au plus juste interdisant au fournisseur recherche et investissement. Ces abus se révéleront désastreux quand le fournisseur — fabricant de machines ou de composants hautement perfectionnés — ne sera plus à la hauteur et qu'il faudra s'adresser à un concurrent étranger. Peu à peu, l'« ouverture » de l'économie française prend la forme d'une « extraversion », d'une spécialisation défavorable : la France achète des machines et de l'ingénierie pour mettre au travail des ouvriers peu qualifiés et exporter des biens qui se banalisent.

Enfin, l'absorption de l'ancienne petite bourgeoisie possédante dans la société salariale se traduit par le poids anormal des services et du commerce, et par une surreprésentation des « improductifs » au sein même de l'industrie. En 1978, la France ne comptera encore que 76 % de salariés (contre 81 % en RFA) dont 41 % dans l'industrie (contre

déficits qui, en RFA et aux États-Unis, poussaient au même moment des géants industriels à la faillite. Le volontarisme avait surtout sous-estimé l'ampleur des maux qui minent l'industrie française : étouffement, par trente années de subordination aux grandes, petites et moyennes entreprises qualifiées ; médiocrité d'un petit patronat traditionnel ; manque d'imagination technico-commerciale du grand patronat qui n'a souvent prospéré qu'à l'ombre de la commande publique ; et surtout état conflictuel des rapports dans l'entreprise entre une hiérarchie pléthorique et autoritaire et une base productive peu qualifiée.

La politique de la période Dreyfus-Chevènement avait trois ambitions : restructurer des branches légères (jouets, machines-outils, bois...) à l'aide de plans sectoriels, maintenir et moderniser des grandes industries lourdes et intermédiaires, et, surtout, développer une « politique de filière » permettant de moderniser toute l'industrie à partir de ses chaînons décisifs (électronique).

Le premier volet s'est heurté au manque traditionnel d'autonomie des petites et moyennes entreprises, qui subissent une concurrence implacable par les prix (du tiers monde) et par la qualité (de la RFA, de l'Italie et du Japon). Le deuxième volet rencontre quelques succès très coûteux (chimie), mais les milliards engloutis sous la pression des syndicats dans le maintien de secteurs nécessairement appelés au repli (mines, sidérurgie, chantiers navals) ont manqué au financement d'emplois de substitution qui auraient permis une restructuration dynamique dans les bassins d'emplois intéressés. On a donc arrêté brutalement les frais en 1983. Enfin, le troisième volet s'est

révélé irréalisable dans sa version dogmatique. Attendre, pour incorporer l'électronique au reste de l'industrie, de disposer d'une industrie locale des ordinateurs, et (en amont) des microprocesseurs, aurait condamné l'ensemble à une obsolescence irréparable.

Après le départ de Jean-Pierre Chevènement (mars 1983), on se résout donc à moderniser l'industrie en recourant à des équipements étrangers : au premier trimestre 1983, 90 % des crédits du Fonds industriel de modernisation couvrent des importations. Concession sans doute inévitable, qu'une accélération du programme électronique et d'avantage de planification auraient pourtant limitée. Mais, surtout, une explosion de grèves contre le Taylorisme et « pour la dignité » dans les usines automobiles révèle la profondeur de la crise, au cœur même du processus de production. Dans le même temps, malgré l'institution des « congés de conversion », et faute d'une programmation d'emplois de substitution, l'organisation du repli des secteurs en déclin se heurte à une résistance sociale quasi désemparée.

Par-delà la nécessité de fonds propres et de réformes au sommet, c'est donc aux racines de la culture industrielle française qu'apparaît l'urgence d'une véritable révolution. Il s'agit de s'orienter vers une requalification massive et un investissement des producteurs directs dans la bataille pour la qualité et la productivité. Cela nécessite une renégociation d'ensemble du patronat et de la maîtrise, la tardive prise de conscience de la gauche et la crise d'un syndicalisme de revendications la compromettent dangereusement.

Alain Lipietz

des charges sociales et financières (surtout ces dernières !) et par la baisse du prix relatif des produits industriels (tousjours ce poids des classes moyennes). En 1982, on peut évaluer l'épargne nette des entreprises à 1 % de la valeur ajoutée. La reprise des gains de productivité de court terme due à la croissance de la demande intérieure en 1982 et étrangère en 1983, liée à la stagnation totale du pouvoir d'achat des salaires à partir de 1982, permet toutefois une remontée des profits en 1983-1984. Elle est pourtant très insuffisante au regard des coûts en investissement qu'appelle la modernisation. En France, comme ailleurs, cette dernière ne peut qu'être le fruit de réformes de structures puissamment aidées par l'État.

Les difficultés de la politique structurelle

Héritière d'une idéologie du développement en vogue dans la période de reconstruction de l'après-guerre, la gauche comptait sur les nationalisations et les plans sectoriels. Certes, les nationalisations ont permis un redécoupage plus libre des compétences, le regroupement rationnel des filiales. Surtout, elles ont légitimé une aide sans précédent, depuis les années cinquante, à l'industrie nationale : association étroite de la recherche à l'industrie, injection massive de prêts bonifiés et de capitaux publics en fonds propres (10 milliards par an, alors que sous le septennat précédèrent les actionnaires avaient soustrait 6 milliards des firmes nationalisées en 1981). Mais le secteur privé a également bénéficié de multiples subventions, bonifications et avantages fiscaux.

Le résultat n'est pas à la hauteur des espérances. Effet de la conjoncture, d'abord : une grande partie des fonds a servi à combler les énormes

table (la dette publique interne restant très inférieure à celle des autres pays) et, comme nous le verrons, le retour à l'équilibre du marché du travail n'encombre pas le souci de rigueur des partisans de l'orthodoxie. Il est vrai que la contrainte extérieure est particulièrement redoutable : quand la balance commerciale (le solde des échanges de marchandises) se creuse, il faut emprunter ; ce qui, aux taux d'intérêt alors en vigueur, ne fait qu'aggraver le problème à moyen terme. Or, comme l'appareil productif français n'est pas à même d'assurer spontanément la couverture des besoins, le rétablissement de la balance commerciale ne peut s'obtenir que de deux façons : soit par une politique volontariste de priorité sur le marché intérieur à la production nationale et de soutien à l'exportation (on compte alors sur la mise au travail de chômeurs pour rétablir l'équilibre) ; soit par un recul organisé de la demande des ménages et des entreprises françaises.

En mars 1983, plutôt que de se résoudre à une « dévaluation compétitive » ou à d'autres mesures protectionnistes, le gouvernement choisit d'organiser le recul du marché intérieur. La récession est partiellement compensée par la reprise mondiale, mais elle entraîne une forte montée du chômage. Profitant d'un vent de libéralisme, le patronat obtient de licencier des « sureffectifs » (en particulier dans l'automobile). L'abandon par l'État de la politique de subventions aux secteurs en déclin (sidérurgie, mines, chantiers navals) accélère encore le processus. Certes, la croissance du taux de pénétration des produits étrangers est stoppée en 1983, mais à un niveau record : 36,7 % pour l'ensemble de l'industrie, 50 % pour les biens d'équipement professionnels et ménagers ! L'industrie perd à nouveau 110 000 emplois (871 000 depuis 1974).

Quant aux marges des entreprises, elles atteignent un niveau dérisoire. Elles ont été érodées par la stagnation des ventes, par la montée